

Burundi : Des états généraux pour répondre aux préoccupations des chômeurs

PANA, 30 septembre 2013 Bujumbura, Burundi - Le Président du Burundi, Pierre Nkurunziza, a procédé lundi au lancement officiel du "Forum des États généraux de l'emploi", en soulignant au passage que le problème de chômage, surtout chez les jeunes diplômés, constitue pour son pays une source de préoccupation majeure. Le forum est ouvert aux associations de jeunes, celles des femmes, des handicapés, du secteur privé, de la Société civile, des universités, des institutions spécialisées, de micro finances, des institutions bancaires, les ministères sectoriels, les partenaires sociaux ainsi que les partenaires techniques et financiers du Burundi.

"Cet espace est une occasion où chaque citoyen pourra s'exprimer librement pour le compte de la catégorie qu'il représente afin que la politique nationale de l'emploi en cours de élaboration puisse tenir compte des défis que vous relever et des recommandations que vous allez mettre en vue de rendre cohérente, inclusive et réaliste cette politique", a souligné, en substance, le Président Nkurunziza, dans son discours de circonstance. Dans cette lutte contre le chômage, le gouvernement burundais compte aussi s'appuyer sur le secteur privé et les partenaires techniques et financiers étrangers. Pour le chef de l'Etat burundais, "aujourd'hui plus qu'hier, le rôle du secteur privé vient en cette logique de la création de l'emploi" et « nous profitons de cette occasion pour rappeler que le cadre de partenariat entre le secteur public et le secteur privé, qui est en place depuis 2008, doit servir de tremplin à la promotion et à la création d'emplois ». Quant aux partenaires techniques et financiers, le Président burundais a rappelé les efforts qu'ils fournissent pour aider son pays à occuper ses jeunes diplômés et potentiellement porteurs de dangers pour la paix sociale. Le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) a déjà commencé à initier le projet de création d'emplois des jeunes ruraux dans certaines provinces pilotes du pays pour 20.000 emplois sur les quatre années à venir. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque africaine de développement (BAD), le Bureau international du travail (BIT) ainsi que d'autres partenaires bilatéraux, dont le Royaume des Pays-Bas, ont déjà contribué dans les différentes étapes du processus de la politique nationale de l'emploi, a dit le Président burundais. Les chiffres du chômage sont mal connus au Burundi, néanmoins, l'agriculture de survie, basée sur de petites exploitations agricoles familiales, passe pour le secteur principal qui représente un peu plus de 40% du Produit intérieur brut (PIB) et près de 90% de la main-d'œuvre constituée, pour l'essentiel, de femmes cultivatrices.